

présente, en quelques pages, une analyse de la crise financière de 2008 qui a touché la finance mondiale et le système économique international. Il utilise, à bon escient, l'ouvrage de l'ancien économiste en chef du FMI et actuel gouverneur de la Reserve Bank of India, Raghuram Rajan¹, pour expliquer les causes majeures de cette crise, qui est l'un des principaux facteurs du basculement de la distribution du pouvoir économique mondial. Il met l'accent sur la défaillance de l'encadrement et de la régulation de la finance, du fait de l'inventivité financière, sur le manque de coordination internationale, sur les grands déséquilibres commerciaux et monétaires. Bon connaisseur de l'économie politique internationale, il adopte aussi les remarques de Susan Strange² sur la globalisation de la finance comme sujet important de la politique internationale. La crise est le résultat d'un manque de gouvernance des marchés financiers, dans un contexte marqué par une puissante dynamique d'innovation financière.

Autre analyse particulière : celle de l'émergence du G20, comme instance de coopération et de gouvernance internationales, susceptible de discuter des grands problèmes mondiaux dans la sphère économique et de fournir des réponses à la crise économique mondiale sans précédent. Le G20 est devenu le point de focalisation du nouveau grand échiquier géopolitique. Il est considéré comme la meilleure option pour promouvoir un *leadership* politique coordonné entre les grands États traditionnels du monde et les puissances émergentes afin de lancer un nouveau cycle de gouvernance mondiale. Y. Tiberghien est un observateur attentif des travaux du G20, ce qui lui permet de suivre attentivement le rôle des trois pays asiatiques et de constater leur manque de coordination.

Une nouvelle analyse particulière retient l'attention, celle de la complexité du système chinois de gouvernance. Celui-ci a conservé un centralisme fort s'appuyant sur trois piliers : le Parti communiste, l'armée et l'appareil de répression. Le centre du système politique chinois est constitué d'un groupe restreint de *leaders* avec les sept membres du Comité permanent du Politburo, des membres émérites du Parti (comme

Jiang Zemin) et d'autres *leaders* qui bénéficient soit d'une position formelle de pouvoir, soit de puissants réseaux informels. Mais Y. Tiberghien va au-delà de cette analyse institutionnelle trop classique et il considère que le système a acquis à la fois un certain pluralisme, un plus grand pragmatisme et une plus grande fragmentation. Le mode de décision chinois est qualifié d'« autoritaire fragmenté », à la suite d'Andrew Mertha³. La gouvernance chinoise au sommet serait suffisamment pluraliste pour inclure des intérêts différents et impliqués à travers des jeux d'alliance.

Dernière analyse particulière susceptible de retenir l'attention : le modèle asiatique de développement, appelé aussi le « consensus de Pékin », par opposition au « consensus de Washington ». L'auteur insiste sur les bases institutionnelles du miracle asiatique, y compris sur le rôle assez surprenant joué par l'État comme arbitre. Ce modèle se caractérise par un grand pragmatisme, une attention portée aux différences locales et un sens de l'expérimentation bien dosée, avec notamment la création des zones économiques spéciales. Cela permet à Y. Tiberghien de revenir sur le rôle déterminant du Japon dans ce débat sur les modèles de développement, puisque le miracle japonais a servi de précurseur et de laboratoire pour tout le modèle asiatique et qu'il a grandement influencé le modèle chinois de développement. Mais le cas japonais constitue un mystère : comment ce système a-t-il plongé dans un marasme économique ? Pour l'auteur, cette question est cruciale, puisque la Chine scrute le précédent japonais.

Jean-Louis Thiébault -
Sciences Po Lille, CERAPS

Froissart (Chloé) - *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté.*

Préface de Jean-Philippe Béja. - Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013 (Res Publica). 406 p. Illustrations. Annexes. Bibliogr.

La Chine connaît depuis trois décennies un mouvement d'exode rural sans équivalent dans l'histoire de l'humanité par son

1. Raghuram Rajan, *Fault Lines. How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

2. Susan Strange, *Mad Money. When Markets Outgrow Government*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998.

3. Andrew Mertha, « Fragmented Authoritarianism 2.0. Political Pluralization in the Chinese Policy Process », *The China Quarterly*, 200, décembre 2009, p. 995-1012.

ampleur et sa rapidité. Ces « travailleurs migrants », dont un grand nombre sont de fait sédentarisés dans leurs villes d'adoption, sont aujourd'hui au nombre de 200 millions. Comme le suggère la définition administrative de ces travailleurs – « toute personne possédant un *hukou* agricole qui migre volontairement en zone urbaine pour y travailler » –, leur statut est lié au système d'enregistrement de la population mis en place au début de la République populaire de Chine et qui distingue les citoyens en fonction de leur activité (agricole et non agricole) et de leur lieu d'enregistrement.

Chloé Froissart interroge ces migrations du point de vue de la citoyenneté, considérant à raison que le concept est au cœur des contradictions d'un régime politique qui, d'un côté, proclame dans la Constitution l'égalité des citoyens devant la loi et, de l'autre, instaure dans les faits une société de statuts. Dans quelle mesure l'introduction de l'économie de marché et l'essor des migrations ont-ils favorisé le passage d'une société de statuts à une société fondée sur le contrat qui reconnaît des droits aux individus ? À cette question, C. Froissart répond par la négative. L'évolution de la place des travailleurs migrants dans la société redéfinit les contours de la citoyenneté chinoise, sans toutefois en remettre en cause les principes, à savoir ceux d'une citoyenneté locale, stratifiée et fonctionnelle. Certes, les migrants sont partiellement et progressivement intégrés en ville, mais se maintient une société de statuts fondée sur une conception locale, et avant tout urbaine et passive de la citoyenneté. Les réformes n'ont donc pas modifié le caractère dual de la société chinoise.

Pour conduire sa démonstration, l'auteure se fait tantôt sociologue lorsqu'elle interroge les processus d'intégration des travailleurs migrants dans la société urbaine, tantôt politiste lorsqu'elle révèle la manière dont leur intégration transforme la citoyenneté chinoise dans ses dimensions à la fois idéologique, sociale et institutionnelle. Elle porte également son attention sur les conditions de production et d'application des politiques publiques, nationales et locales.

Version remaniée d'une thèse de doctorat, ce travail s'appuie sur cinq années de fréquentation du terrain chinois et de multiples enquêtes réalisées dans trois espaces distincts : Chengdu, capitale de la province centrale du Sichuan, le delta de la rivière des Perles au sud et la capitale Pékin. L'auteure s'appuie également sur un corpus

important de textes législatifs et réglementaires, de niveau national ou local. Enfin, C. Froissart mobilise l'abondante littérature produite en Chine même sur le sujet, rapports d'experts commandés par les autorités et travaux universitaires.

L'ouvrage débute par une analyse historique de l'évolution du concept de citoyenneté en Chine. Puis, l'auteure étudie le système du *hukou*, le livret de résidence créé en 1958 qui institue une discrimination entre ruraux et urbains. Interdisant la mobilité sociale et géographique, il contribue à créer des catégories sociales, et instaure une hiérarchie complexe entre les habitants du pays, les ruraux se situant en bas de l'échelle. L'ouvrage se poursuit par l'analyse des conditions d'émergence de la catégorie sociale des migrants, conséquences du mouvement de réformes : C. Froissart s'intéresse en particulier à la façon dont ils perçoivent leur place au sein de la société. La troisième partie, particulièrement réussie, est consacrée aux conditions de politisation de la question : comment l'intégration des migrants et de la protection de leurs droits est devenue un enjeu politique. En effet, l'État passe progressivement d'une politique de gestion et de contrôle à une politique de services aux migrants. L'auteure poursuit par une analyse des formes du *hukou* et montre comment l'État parvient à maintenir le système tout en l'adaptant, à donner des gages d'intégration des migrants en zone urbaine tout en contrôlant le processus d'urbanisation et en maintenant une réserve de main-d'œuvre bon marché. L'ouvrage se termine par l'analyse de la mobilisation de la société autour de la question des migrants. L'auteure montre comment les migrants sont devenus actifs, engagent des négociations et des combats, avec l'aide d'intellectuels ou d'organisations non gouvernementales.

On regrettera que l'auteur n'ait pas consacré davantage de pages à des questions de méthode – comment travaille-t-on comme politiste auprès de populations précaires et sans voix dans un pays au régime politique autoritaire ? – ou à des portraits ou des histoires individuelles ou collectives. Ces remarques n'enlèvent rien aux qualités d'un ouvrage dense et rigoureusement argumenté, à la perspective originale et qui fera donc date. C. Froissart contribue à la compréhension d'un fait social majeur qui engage des transformations à la fois de la société et du système politique chinois.

Gilles Guiheux –
Université Paris Diderot